

RÉSULTATS FINANCIERS

31 DÉCEMBRE 2023



Conformité aux normes comptables

Les états financiers consolidés en normes IFRS de WAFASALAF, ont été établis à compter du 31 Décembre 2021 avec un bilan d'ouverture au 1er Janvier 2020 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1 « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS, en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été adoptées par l'International Accounting Standards Board (IASB).

Base de présentation

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Principes et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés regroupent les états financiers de WAFASALAF et sa filiale. La filiale désigne la filiale Thémis Courtage pour laquelle WAFASALAF, exerce directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les activités pertinentes afin de pouvoir tirer des avantages de ces activités (« contrôle »).

La nature du contrôle (contrôle exclusif, contrôle conjoint et influence notable) exercé par la société mère détermine son périmètre de consolidation. Les différentes méthodes de consolidation pouvant être adoptées par la société mère se présentent comme suit :

- Une intégration globale lorsque la société mère exerce un contrôle exclusif sur sa filiale et lorsqu'elle est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles de cette filiale afin de bénéficier de ses activités ;
- Une mise en équivalence dès lors que la société mère exerce une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle ;
- Au 31 décembre 2023, le périmètre de consolidation du Groupe Wafasalaf inclut les entités ci-après :

	Dénomination sociale	31/12/2022		31/12/2023		Méthode de Consolidation
		Intérêts	Contrôle	Intérêts	Contrôle	
Entité mère	WAFASALAF	100%		100%	100%	Entité consolidante
Filiales	THEMIS COURTAGE	100%		100%	100%	Intégration globale

1 • Règles et méthodes d'évaluation

1.1 Immobilisations corporelles

La norme

Les immobilisations corporelles sont des actifs corporels qui sont détenus soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens ou de services ; soit pour être loués à des tiers, soit à des fins administratives.

Pour l'évaluation d'une immobilisation corporelle, deux modèles à choisir : Modèle du coût ou modèle de la réévaluation.

- **Modèle du coût :** La valeur correspond au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur (éventuelles).
- **Modèle de la réévaluation :** La méthode de la réévaluation est une méthode qui est préconisée lorsque la juste valeur des immobilisations corporelles peut être déterminée de manière fiable. La juste valeur d'une immobilisation dans ce cas, correspond au montant réévalué diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur (éventuelles).

L'approche par composant : Le coût total d'une immobilisation doit être réparti entre ses différents éléments constitutifs ; chaque élément doit être comptabilisé séparément lorsque les composants ont des durées d'utilisation différentes ou procurent des avantages selon un rythme différent.

Immeubles et constructions d'exploitation :

Intitulé composantes	% de décomposition	Durée d'amortissement par composante
Gros oeuvre/Charpente	45%	50
Étanchéité	18%	20
Agencement	10%	15
Installations techniques	12%	20
Menuiserie intérieure & extérieure	15%	15

La base amortissable d'un actif : Le montant amortissable d'une immobilisation corporelle doit être réparti de façon systématique sur sa durée d'utilité. La base amortissable d'un actif est déterminée après déduction de sa valeur résiduelle.

Options retenues par WAFASALAF

Wafasalaf a retenu la méthode du coût pour évaluer l'ensemble de ses immobilisations corporelles.

1.2 Immobilisations incorporelles

La norme

Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire identifiable sans substance physique :

- il est identifiable, séparable ;
- l'actif est contrôlé par l'entité ;
- l'actif génère des avantages économiques futurs.

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Après sa comptabilisation initiale, une immobilisation incorporelle peut être évaluée selon :

- le modèle du coût ;
- le modèle de la réévaluation (en cas de l'existence d'un marché actif).

Le montant amortissable d'une immobilisation incorporelle doit être réparti de façon systématique sur sa durée d'utilité. La base amortissable d'un actif est déterminée après déduction de sa valeur résiduelle.

Immobilisation incorporelle avec durée d'utilité indéterminée :

- non amortie ;
- soumise à un test de dépréciation annuelle sous IAS 36.

Immobilisation incorporelle avec durée d'utilité déterminée :

- amortie sur sa durée d'utilité ;
- soumise à un test de dépréciation sous IAS 36 si indice de perte de valeur.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Options retenues par WAFASALAF

WAFASALAF a retenu la méthode du coût pour évaluer l'ensemble de ses immobilisations incorporelles.

1.3 IFRS 16 Contrats de location

La norme

La norme IFRS 16 - Contrats de location, publiée le 13 janvier 2016, remplace la norme IAS 17 et ses interprétations liées.

La date d'application de la norme IFRS 16 est effective pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019. Application anticipée autorisée pour s'aligner avec la date d'application de la norme IFRS 15.

Il y a lieu de distinguer entre :

- un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

La distinction des contrats de location simple et des contrats de location financement est supprimée.

Désormais, la norme prévoit pour l'ensemble des contrats de location le même traitement comptable. Le bien loué est enregistré à l'actif comme un droit d'utilisation et en contrepartie au passif une dette de location qui représente l'engagement financier.

Selon IFRS 16, il y a un contrat de location lorsque le bailleur ne garde plus un droit de substitution substantiel d'une part et d'autre part, le preneur acquiert le droit de contrôler l'utilisation de l'actif pendant une période donnée en échange d'une contrepartie.



Options retenues par WAFASALAF

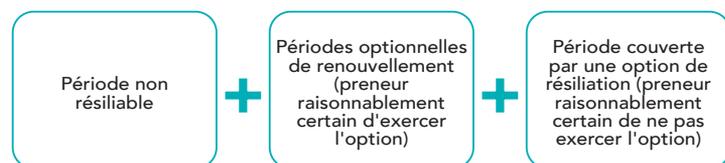
Modalités de transition : Le groupe WAFASALAF a choisi d'appliquer la méthode rétrospective modifiée, option approche rétrospective cumulée qui prévoit d'évaluer le droit d'utilisation et la dette locative à la somme des loyers restants à verser depuis le 1^{er} janvier 2020 jusqu'à la fin de la durée du contrat.

Exemptions: La norme IFRS 16 a prévu des exemptions pour les contrats de faible valeur et les contrats de courte durée comme suit :

- durée de contrat inférieure ou égale à 12 mois, à condition que ledit contrat ne prévoit une option d'achat du bien loué à la fin du contrat de location ;
- les locations d'actifs de faible valeur à l'état neuf (le chiffre cité est de 5 000 USD).

Durée: La durée du contrat de location est la période pendant laquelle le locataire a le droit d'utiliser l'actif. Elle se compose des éléments suivants :

Durée du contrat de location



Les durées de location retenues par catégorie de biens loués par WAFASALAF se présentent comme suit :

Catégorie actifs	Catégorie actifs
Siège & Agences	9
Mobilier de bureau	Durée contrat
Matériel de transport	Durée contrat

Loyers: Le passif de location est la valeur actualisée au taux implicite du contrat ou, à défaut, au taux d'endettement marginal du locataire, des éléments suivants :



Suite à l'adoption par WAFASALAF de la méthode rétrospective modifiée, option approche rétrospective cumulée. Le droit d'utilisation au 1^{er} janvier 2020 a été évalué à la valeur de la dette locative.

Taux d'actualisation: Afin d'actualiser les paiements servant au calcul de la dette locative sous IFRS 16, la norme prévoit deux types de taux d'actualisation :

- taux implicite du contrat ;
- taux emprunt marginal d'endettement du preneur.

1.4 Actifs et passifs financiers - classement et évaluation :

La norme IFRS 9 Instruments financiers, publiée le 24 juillet 2014, remplace la norme IAS 39. Cette norme est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

La norme inclut de nouvelles dispositions en matière de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs financiers, de dépréciation et de modèle général de comptabilité de couverture.

Rappel du contexte :

La norme IFRS 9 introduit :

- un nouveau modèle de classification et d'évaluation des instruments financiers ;
- un nouveau modèle de dépréciation, prospectif, fondé sur les « pertes attendues » ;
- une comptabilité de couverture simplifiée et alignée sur la gestion des risques des entités ;
- la norme IFRS 9 ne prévoit pas de changement de classification des passifs financiers par comparaison à IAS 39.

Classification :

Selon la norme IFRS 9, il existe 3 catégories de classification pour les instruments financiers.

Il est à noter que l'analyse du modèle de gestion et les critères SPPI est primordiale dans le choix de la classification des instruments financiers.

- Coût amorti.
- Juste valeur par le biais du compte de résultat (JVR).
- Juste valeur par le biais d'autres éléments du résultat global (JVOCI).

Instruments de dette :

La norme distingue trois modèles économiques selon l'objectif de détention des actifs financiers :

- **HTC – Held to collect:** détention uniquement pour encaisser des flux de trésorerie contractuels ;
- **HTC&S – Held to collect & sale:** détention pour encaisser des flux de trésorerie contractuels et vendre les actifs financiers ;
- **autres/HFS – Held for sale:** détention dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques précédents.

Instruments de capitaux propres :

Deux catégories sont prévues par la norme pour les investissements dans des instruments de capitaux propres :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat (JVR) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (JVOCINR).

À noter, que pour les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, seuls les dividendes seront comptabilisés en résultat.

Évaluation :

Actifs au coût amorti

Les actifs financiers évalués au coût amorti sont évalués à leur juste valeur comptabilisée initialement, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits :

- diminué des remboursements en principal ;
- majoré ou diminué des cumuls d'amortissement avec la méthode du taux d'intérêt effectif ;
- diminué des dépréciations et des pertes d'irrécouvrabilité.

Actifs à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont évalués à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat. Cette catégorie ne fait pas objet de dépréciation.

Actifs à la juste valeur par capitaux propres

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont évalués à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres recyclables.

1.5 Actifs et passifs financiers - Dépréciation

La phase 2 de la norme IFRS 9 propose un nouveau modèle de dépréciation qui se base sur l'estimation des « Pertes attendues », en intégrant des données prospectives afin d'apprécier les probabilités de défaut.

Elle concerne les instruments financiers tels que les placements de trésorerie, les prêts et les engagements hors bilan donnés à la clientèle ainsi que les titres et les instruments financiers à la JV par capitaux propres recyclables (JV OCI).

La nouvelle norme adopte une approche à 3 stages (Buckets) : L'affectation des actifs aux buckets est basée sur l'existence d'une dégradation significative du risque de crédit depuis l'origination.

Bucket 1: actifs financiers sans détérioration significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale.

Bucket 2: actifs financiers présentant une détérioration significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale.

Bucket 3: actifs financiers présentant une détérioration significative du risque de crédit et faisant face à des pertes encourues.

• Mesure de perte de crédit attendue

Le nouveau modèle de dépréciation IFRS 9 se base sur le principe de l'ECL « Expected credit loss ». Il s'agit des pertes de crédit attendues sur les créances que l'entreprise s'attend à ne pas recouvrer, pondérées par la probabilité de survenance de ces pertes sur toute la durée de vie de l'instrument.

L'évaluation de l'ECL se base sur :

- les circonstances en date d'arrêté (Point In Time) ;
- le Forward Looking : prévisions macroéconomiques ;
- les probabilités des scénarios réalisables.

Ces pertes de crédit attendues sont calculées de manière individualisée pour chaque exposition.

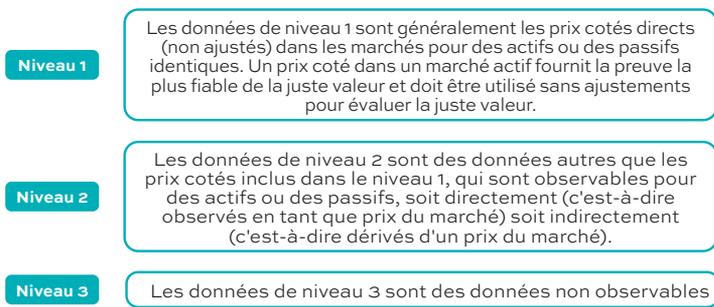
Le calcul de l'ECL se base sur 3 paramètres principaux :

- **la Probabilité de Défaut (Probability of Default):** représente la probabilité qu'un emprunteur soit en défaut pour honorer ses engagements sur les 12 prochains mois ou à maturité ;
- **la LGD (Loss Given Default):** représente la perte attendue en cas de défaut. La LGD est calculée à partir des courbes de récupération des créances contentieuses et calibrée pour les créances non contentieuses par un historique de passage en contentieux tenant compte du taux de retour en sain. Il s'agit du pourcentage moyen de perte sur l'exposition au moment du défaut, quelle que soit la date de survenance du défaut courant la durée du contrat.
- **L'EAD (Exposure At Default):** représente le montant de l'exposition en cas de défaut en prenant en considération les remboursements par anticipation soit sur les 12 prochains mois, soit à maturité résiduelle.

1.6 La juste valeur

La norme IFRS 13 définit la juste valeur comme un prix de sortie à la fois pour les actifs et les passifs : il s'agit du prix de vente d'un actif ou le prix payé pour transférer un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre les acteurs du marché à la date d'évaluation.

IFRS 13 hiérarchise les données d'entrée des techniques d'évaluation utilisées pour évaluer la juste valeur en trois niveaux, sur la base de l'observabilité des intrants sur le marché :



1.7 Actifs et passifs éventuels

Actif éventuel

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise.

Une entité ne doit pas comptabiliser un actif éventuel puisque cela peut conduire à la comptabilisation de produits qui peuvent n'être jamais réalisés.

Toutefois, lorsque la réalisation des produits est quasiment certaine, l'actif correspondant n'est pas un actif éventuel, et dans ce cas il est approprié de le comptabiliser.

Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe WAFASALAF mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passif éventuel

Un passif est une obligation actuelle de l'entreprise résultant d'événements passés et dont l'extinction devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

Un passif éventuel est soit :

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;

ou

- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;

ou

- le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante. Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

1-8 Impôts exigibles et impôts différés

Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice futur imposable sera disponible, sur lequel ces différences pourront être imputées.

Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables.

Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués aux taux d'impôts (et les réglementations fiscales) relatifs à l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif sera réglé.

Les actifs et passifs d'impôts différés doivent être évalués sur la base des taux d'impôts (et les réglementations fiscales) qui ont été adoptés à la clôture.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôts différés doit refléter les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont l'entité s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

La norme a interdit l'actualisation des impôts différés.

1-9 IFRIC 23

La norme

Le 7 juin 2017, l'IFRS IC (Interpretation Committee) a publié l'interprétation IFRIC 23 relative au traitement des positions fiscales incertaines en matière d'impôts sur le résultat, applicable de manière obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.

L'interprétation prévoit deux méthodes de transitions :

- méthode totalement rétrospective, qui prévoit le retraitement des états financiers comparatifs présentés ;
- méthode partiellement rétrospective en comptabilisant l'effet cumulatif de la première application dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt sur les bénéfices lorsqu'une incertitude existe sur le traitement fiscal à appliquer.

1-10 Avantages au personnel

La norme IAS 19 a pour but de prescrire le traitement comptable relatif à tous les avantages accordés au personnel (Sauf ceux auxquels s'appliquent autres normes).

Les avantages du personnel comprennent :

- **les avantages à court terme** : comme les salaires et cotisations sociales, les congés annuels payés et les congés de maladie payés, l'intéressement et les primes, et les avantages en nature (Logement, voiture...) dont bénéficient le personnel en activité ;
- **les avantages postérieurs à l'emploi** : comme les indemnités de retraite, les indemnités de fin de carrière, l'assistance médicale postérieure à l'emploi et les autres prestations de retraite ;
- **les avantages à long terme** : comme les primes d'ancienneté, les absences de longues durées rémunérées, les indemnités de fin de carrière, les autres primes et les rémunérations différées ;
- **les indemnités de fin de contrat** : notamment les indemnités de licenciement et les indemnités des départs volontaires du personnel.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

DÉNOMINATION SOCIALE	31/12/2023		31/12/2022		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
THEMIS COURTAGÉ	100%	100%	100%	100%	Intégration globale

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2023

BILAN CONSOLIDÉ

en milliers de DH

ACTIF	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5 1 1	1 113	47 350
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5 1 2	151	151
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		-	-
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		-	-
Instruments dérivés de couverture			
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5 1 3		
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables			
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables			
Titres au coût amorti	5 1 4	26 301	26 301
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5 1 5	166 590	431 300
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5 1 6	16 864 962	15 701 962
Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux			
Placements des activités d'assurance			
Actifs d'impôt exigible			
Actifs d'impôt différé		271 028	263 134
Comptes de régularisation et autres actifs	5 1 7	577 969	512 055
Actifs non courants destinés à être cédés			
Participations dans des entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement		3 422	3 334
Immobilisations corporelles	5 1 8	178 398	179 613
Immobilisations incorporelles	5 1 9	242 556	228 110
Écarts d'acquisition	5 1 10		
TOTAL ACTIF		18 332 490	17 393 309

BILAN CONSOLIDÉ

en milliers de DH

PASSIF	Notes	31/12/2023	31/12/2022
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5 2 1		
Passifs financiers détenus à des fins de transaction			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option			
Instruments dérivés de couverture			
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 2 2	4 890 041	4 938 268
Dettes envers la clientèle	3 2 5	3 523 254	3 269 655
Titres de créance émis	4 2 5	5 660 939	5 266 355
Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux			
Passifs d'impôt exigible		14 928	22 459
Passifs d'impôt différé		295 532	271 628
Comptes de régularisation et autres passifs	5 2 5	1 343 192	1 276 947
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés			
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance			
Provisions	6 2 5	68 464	71 423
Subventions et fonds assimilés			
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		757 330	506 242
Capitaux propres			
Capitaux propres part du groupe			
Capital et réserves liées		113 180	113 180
Réserves consolidées		1 361 128	1 283 995
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		-2 832	-4 848
Résultat de l'exercice		307 333	378 005
Intérêts minoritaires			
TOTAL PASSIF		18 332 490	17 393 309

COMPTES DES PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDÉS

en milliers de DH

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	Notes	31/12/2023	31/12/2022
+ Intérêts et produits assimilés	6 1	1 307 243	1 263 783
- Intérêts et charges assimilés	6 1	-449 249	-406 027
MARGE D'INTÉRÊT		857 994	857 756
+ Commissions (produits)	6 2	27 236	26 117
- Commissions (charges)	6 2	-9 417	-31 833
MARGE SUR COMMISSIONS		17 818	-5 765
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6 3	3 417	572
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6 4		
+ Produits des autres activités	6 5	337 901	330 579
- Charges des autres activités	6 5		
PRODUIT NET BANCAIRE		1 217 130	1 183 141
- Charges générales d'exploitation	6 6	-383 794	-356 722
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6 7	-58 301	-52 195
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		775 035	774 224
Coût du risque	6 8	-266 562	-144 674
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		508 473	629 550
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence			0
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		-1 203	-1 091
+/- Variations des écarts d'acquisition			0
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		507 270	628 459
- Impôt sur les résultats	6 9	-199 936	-250 454
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
RÉSULTAT NET		307 333	378 005
Intérêts minoritaires			
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE		307 333	378 005
Résultat de base par action (en dirhams)	6 10	271	334
Résultat dilué par action (en dirhams)	6 10	271	334

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
RÉSULTAT NET	307 333	378 005
Écarts de conversion		
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des immobilisations		
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-2 832	-4 848
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence		
Impôts liés		
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	-2 832	-4 848
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES	304 501	373 157
Dont Part du Groupe	304 501	373 157
Dont Part des minoritaires		

VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX

	31/12/2023		31/12/2022	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	702		710	
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	410		46 640	
Total	1 113	0	47 350	0

TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES

en milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultat consolidés	"«Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables»"	"«Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables»"	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres d'ouverture 1^{er} Janvier 2023	113 180	-	-	1 662 000	-	-4 848	1 770 332		1 770 332
Opérations sur capital							-		-
Paieement fondés sur des actions							-		-
Opérations sur actions propres							-		-
Dividendes				-300 078			-300 078		-300 078
Résultat de l'exercice au 30 Juin 2023				307 333			307 333		307 333
"Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)"							-		-
"Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)"							-		-
"Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies (F)"				-761		2 016	1 255		1 255
" Ecart de conversion : variations et transferts en résultat (G)"							-		-
"Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)"				-761		2 016	1 255		1 255
Variation de périmètre							-		-
Autres variations				-33			-33		-33
Capitaux propres de clôture 30 Juin 2023	113 180	-	-	1 668 461	-	-2 832	1 778 808		1 778 808

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

INSTRUMENTS FINANCIERS ET HIÉRARCHIE DES ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT	31/12/2023				31/12/2022			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	151		151	-	151		151
Bons du Trésor								
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Actions et autres titres à revenu variable								
Titres de participation non consolidés		151				151		
Instruments dérivés								
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat								
Total	-	151		151	-	151		151

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

CATÉGORIES D'INSTRUMENTS FINANCIERS ET HIÉRARCHIE DES ACTIFS FINANCIERS À LA JVOCI*	31/12/2023				31/12/2022			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor				-				-
Obligations et autres titres à revenu fixe				-				-
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables				-				-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-

*JVOCI: Juste valeur par capitaux propres

ENCOURS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET DES ACTIFS FINANCIERS À LA JVOCI*	31/12/2023				31/12/2022			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours brut				-				-
Dépréciations				-				-
Net	0	0	0	0	0	0	0	0

TITRES AU COÛT AMORTI

ENCOURS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET DES TITRES AU COÛT AMORTI SOUS IFRS 9	31/12/2023				31/12/2022			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours brut	26 301			26 301	26 301			26 301
Dépréciations				-				-
Net	26 301	-	-	26 301	26 301	-	-	26 301

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS, AU COÛT AMORTI

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
À vue	166 590	431 300
Comptes ordinaires	166 590	431 300
Prêts et comptes au jour le jour		
Valeurs reçues en pension au jour le jour		
À terme	-	-
Prêts et comptes à terme		
Prêts subordonnés et participants		
Valeurs reçues en pension à terme		
Créances rattachées		
Total brut	166 590	431 300
Dépréciation		
Total net	166 590	431 300

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU COÛT AMORTI

en milliers de DH

	Secteur public	Secteur privé			Total	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2023	31/12/2022
Crédits de trésorerie						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales						
- Crédits à l'exportation						
Crédits à la consommation				9 480 990	9 480 990	9 144 786
Crédits à l'équipement						
Crédits immobiliers				315	315	583
Intérêts courus à recevoir				33 117	33 117	28 060
Agios réservés				-248 664	-248 664	-270 181
Valeurs reçues en pension						
Créances acquises par affacturage						
Autres créances				9 886 387	9 886 387	8 971 545
Encours bruts				19 152 145	19 152 145	17 874 794
Dépréciations				2 287 183	2 287 183	2 172 831
Encours nets				16 864 962	16 864 962	15 701 962

ENCOURS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET DES PRÊTS ET CRÉANCES AU COÛT AMORTI SOUS IFRS 9

en milliers de DH

	31/12/2023				31/12/2022			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours brut	15 474 929	1 113 007	2 564 209	19 152 145	14 131 036	1 252 215	2 491 543	17 874 794
Dépréciations	121 749	172 794	1 992 639	2 287 183	128 164	214 147	1 830 520	2 172 831
Net	15 353 180	940 212	571 570	16 864 962	14 002 872	1 038 067	661 023	15 701 962

ÉCARTS D'ACQUISITION

en milliers de DH

	31/12/2022	Augmentation (acquisition)	Diminution (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	31/12/2023
Valeur brute	-	-	-	-	-	-
Cumul des pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
Valeur nette	-	-	-	-	-	-

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT SOUS IFRS 9	31/12/2023				31/12/2022			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction				-				-
Instruments en valeur de marché sur option				-				-
Total	-	-	-	-	-	-	-	-

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS en milliers de DH

	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total	
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		31/12/2023	31/12/2022
Comptes ordinaires créditeurs		148 095			148 095	100 562
données en pension						
- au jour le jour						
- à terme						
Emprunts de trésorerie		-			-	250 000
- au jour le jour						
- à terme						250 000
Emprunts financiers		4 700 000			4 700 000	4 550 000
Intérêts courus à payer		41 946			41 946	37 706
Autres dettes						
Total	-	4 890 041	-	-	4 890 041	4 938 268

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués		
Créances fiscales	161 284	135 183
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	84 494	74 723
Débiteurs divers	118 458	103 416
Comptes de liaison		
Comptes de régularisation	195 266	159 637
Opérations diverses en instance	18 023	38 669
Valeurs et emplois divers	444	427
Total	577 969	512 055

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

en milliers de DH

	Valeur nette au 31/12/2023	Acquisitions	Cession ou retrait	Dotations exercice	Valeur nette au 31/12/2022
Valeur brute	555 430	36 147			519 283
Amortissement	312 874			21 701	291 173
Valeur nette	242 556	36 147	-	21 701	228 110

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

en milliers de DH

VALEUR BRUTE	Valeur nette au 31/12/2023	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeur nette au 31/12/2022
Terrains et constructions	25 144	-		25 144
Matériels, outillages et matériels de transport	1 387			1 387
Mobiliers, matériels de bureau et aménagements divers	327 903	9 555		318 348
Autres immobilisations corporelles	1 825			1 825
Amortissements pour dépréciation des immobilisations corporelles	293 726			282 964
Immobilisations en-cours				
Crédit-bail mobilier				
Amortissements pour dépréciation				
Immobilisation en Ijara w iqtina				
Amortissements pour dépréciation				
Droits d'utilisation (IFRS 16)	115 864	25 918	(25 927)	115 873
Total	178 398			179 613

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS

en milliers de DH

	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2022
Bons de caisse				
Titres du marché interbancaire				
Titres de créances négociables				
Emprunts obligataires				
Autres dettes représentées par un titre				
Bons de sociétés de financement émis	5 580 000	1 790 000	1 400 000	5 190 000
Intérêts courus à payer	80 939	145 984	141 400	76 355
Total	5 660 939	1 935 984	1 541 400	5 266 355

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Opérations diverses sur titres		
Sommes dues à l'État	201 940	201 755
Fournisseurs avances et acomptes		
Charges à payer	267 664	520 413
Dividendes à payer	1 689	1 361
Créditeurs divers	354 283	442 610
Autres passifs		
Comptes de régularisation	517 618	110 808
Total	1 343 192	1 276 947

PROVISIONS

en milliers de DH

	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2022
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	16 946		1 949	18 894
Provisions pour autres risques et charges	51 519	1 292	2 301	52 528
Total	68 464	1 292	4 250	71 422

Une mission de contrôle menée par la CNSS, portant sur les exercices 2019, 2020, 2021 et 2022 est actuellement au sein de WAFASALAF. Le risque social encouru est suffisamment provisionné dans les comptes arrêtés au 31/12/2023

MARGE D'INTÉRÊTS

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Sur opérations avec les établissements de crédits	153	143
Sur opérations avec la clientèle	1 018 320	1 028 788
Intérêts courus et échus sur titres		
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit-bail	263 244	190 417
Autres intérêts et produits assimilés	25 526	44 435
Produits d'intérêt	1 307 243	1 263 783
Sur opérations avec les établissements de crédits	192 670	130 971
Sur opérations avec la clientèle	92 663	99 319
Sur dettes représentées par titres	163 916	175 737
Sur dettes subordonnées		
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture		
Sur opérations de crédit-bail		
Autres intérêts et charges assimilés		
Charges d'intérêt	449 249	406 027
Marge d'intérêts	857 994	857 756

COMMISSIONS

en milliers de DH

	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	27 236	9 417	17 818	26 117	31 883	-5 765
Sur opérations avec les établissements de crédit						
Sur opérations avec la clientèle	27 236	9 417	17 818	26 117	5 792	20 326
Autres					26 091	-26 091
Prestation de services bancaires et financiers						
sur opération de paiement						
sur opération de change						
Autres						
Produits nets des commissions	27 236	9 417	17 818	26 117	31 883	-5 765

RÉSULTAT SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Dividendes reçus		
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	1 709	572
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat		
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture		
Variation de juste valeur des instruments dérivés		
Inefficacité de couverture à la juste valeur		
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie		
Gains ou pertes sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 709	572

RÉSULTAT SUR ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Dividendes reçus		
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		
Gains ou pertes nets	0,00	0,00

RÉSULTAT DES AUTRES ACTIVITÉS

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Produits de la promotion immobilière		
Produits sur opérations de location simple		
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location avec option d'achat		
Variations de juste valeur des immeubles de placement		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurance	95 626	87 099
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance		
Autres produits (charges) nets	236 110	243 479
Produits et charges nets des autres activités	331 736	330 579

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Charges de personnel	246 881	225 721
Impôts et taxes	11 169	9 670
Services extérieurs et autres charges	125 744	121 332
Charges générales d'exploitation	383 794	356 722

CHARGES DU PERSONNEL

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Salaires et appointements	129 322	113 998
Primes et indemnités	53 036	57 610
Charges de retraite	11 933	11 994
Charges d'assurances sociales	32 200	31 667
Charges de formation	622	1 069
Autres charges de personnel	19 768	9 382
Total	246 881	225 721

AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	21 606	17 627
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	36 694	34 568
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation		
Total	58 301	52 195

COÛT DU RISQUE

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Dotations aux provisions	507 788	363 279
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	506 496	363 279
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	1 292	-
Reprise de provisions	368 800	361 337
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	366 499	361 336
Provisions pour dépréciation des titres		
Provisions pour risques	2 301	1
Variation des provisions	138 989	1 943
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	144 508	161 432
Récupérations sur prêts et créances amorties	16 935	18 700
Autres pertes		
Coût du risque	266 562	144 674

CHARGES D'IMPÔTS

en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Charge d'impôts courants	184 670	167 553
Charge d'impôts différés	15 267	82 901
Charge d'impôts de la période	199 936	250 454

RÉSULTAT DE BASE ET RÉSULTAT DILLUÉ PAR ACTION en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat net part du Groupe	307 333	378 005
Nombre d'actions ordinaires émises	1131 795	1131 795
Résultat par action en dirhams	272	334

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE en milliers de DH

FLUX DE TRÉSORERIE	31/12/2023	31/12/2022
1. Résultat avant impôts (A)	507 270	628 459
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	58 301	52 195
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		
5. +/- Dotations nettes aux provisions	-2 958	-5 921
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
8. +/- Produits/charges des activités de financement	-3 417	-572
9. +/- Autres mouvements	64	-549 817
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	51 989	-504 115
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	216 483	1 308 400
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-909 400	-426 867
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	394 584	-982 359
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	2 433	4 979
15. - Impôts versés	-199 936	-148 782
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	-495 836	-244 629
17. FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	63 423	-120 286
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-	12 500
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements	-88	-
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-13 231	-39 805
21. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20) (E)	-13 320	-27 305
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-300 078	148 782
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	251 088	200
24. FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	-48 990	148 983
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie ^a		
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	1113	1 392

COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE		
27. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	47 350	45 959
28. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	47 350	45 958
29. Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
30. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	1113	47 350
31. Caisse, banque centrales, CCP (actif & passif)	1113	47 350
32. Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit		
33. VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	-46 237	1 392

VARIATION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS AU COURS DE LA PÉRIODE en milliers de DH

	31/12/2022	"Montants reconnus en résultat"	"Montants reconnus en capitaux propres"	31/12/2023
Impôts différés actifs	263 134	7 894	-	271 028
Impôts différés passifs	271 628	23 161	742	295 532
Impôts différés actifs/passifs	-8 494	-15 267	-742	-24 504

PREUVE D'IMPÔTS en milliers de DH

	31/12/2023	31/12/2022
Résultat net de l'ensemble consolidé	307 333	378 005
Impôts exigibles (IS)	184 670	167 553
Impôts différés	15 267	82 901
Total charge fiscale consolidée IFRS	199 936	250 454
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	507 270	628 459
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	39,41%	39,85%
Montant de différences de taux mère/filiale		
Impôt sur différences temporelles		
Effet des autres éléments		
Charge fiscale recalculée		
Taux d'impôt légal au Maroc	37,75%	37,00%

Ventilation des prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, par zone géographique

	Zones géographiques			31/12/2023	31/12/2022
	Maroc	Afrique	Autres		
A vue	166 590			166 590	431 300
Comptes ordinaires	166 590			166 590	431 300
Prêts et comptes au jour le jour	-			-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-			-	-
A terme					
Prêts et comptes à terme	-			-	-
Prêts subordonnés et participants	-			-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-			-	-
Créances rattachées	-			-	-
Total Brut	166 590			166 590	431 300
Dépréciation					
Total Net	166 590			166 590	431 300

Ventilation des prêts et créances sur la clientèle par zone géographique en milliers de DH

	Zones géographiques			Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
	Maroc	Afrique	Autres		
Crédits de trésorerie					
- Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-
- Créances commerciales	-	-	-	-	-
- Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-
Crédits à la consommation	9 480 990			9 480 990	9 144 786
Crédits à l'équipement					
Crédits immobiliers	315			315	583
Intérêts courus à recevoir	33 117			33 117	28 060
Agios réservés	-248 664			-248 664	-270 181
Valeurs reçues en pension					
Créances acquises par affectation					
Autres créances	9 886 387			9 886 387	8 971 545
Encours bruts	19 152 145			19 152 145	17 874 794
Dépréciations	2 287 183			2 287 183	2 172 831
Encours nets	16 864 962			16 864 962	15 701 962



EY
Building a better working world

37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050, Casablanca
Maroc



Fidarc Grant Thornton

7, Boulevard Driss Slaoui
20 150 Casablanca
Maroc

GROUPE WAFASALAF

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION PROVISOIRE CONSOLIDÉE

PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2023

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de WAFASALAF et sa filiale (Groupe WAFASALAF) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1er janvier au 31 décembre 2023. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 1.778.808, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 307.333.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe WAFASALAF arrêtés au 31 décembre 2023, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note annexe qui fait mention du contrôle de la CNSS dont fait l'objet WAFASALAF S.A.

Casablanca, le 14 mars 2024

Les Commissaires aux Comptes



ERNST & YOUNG

Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé



FIDARC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR
Associé

DISPOSITIF DE LA GESTION GLOBALE DES RISQUES

La démarche de WAFASALAF pour la gestion des risques est conforme à la réglementation en vigueur et aux normes professionnelles. La politique de la gestion des risques de WAFASALAF est assurée principalement par la Direction Contrôle du Risque et de la conformité.

La gestion des risques a pour objectif de couvrir et contrôler les différents risques inhérents aux activités de WAFASALAF.

Les principaux risques sont identifiés en trois familles :

1. risque de crédit et de contrepartie ;
2. risque financier (risque de taux et de liquidité) ;
3. risque opérationnel et plan de continuité d'activité.

1 • Risque de crédit et de contrepartie

1.1 Risque de crédit

Ce risque correspond au risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de l'établissement.

Pour faire face à ce risque, la société adopte les mesures suivantes :

- déploiement de grilles de scores d'octroi par produit adaptées à chaque profil de risque. Ces grilles font l'objet de back testings périodiques. Les grilles sont renouvelées à leur échéance ou suite à la constatation de la baisse d'efficacité ;
- apprécier la qualité des engagements (en fonction des comportements historiques des clients) ;
- donner motif à l'étude ou au rejet du dossier à partir d'informations sur le client ;
- sécuriser les opérations de traitement des dossiers grâce au logiciel de gestion des crédits ;
- suivre en permanence l'évolution du risque à travers un certain nombre d'indicateurs concernant les dossiers présentant des impayés.

Moyens pour la gestion du risque de crédit

Règle d'acceptation

WAFASALAF dispose d'une batterie de règles d'acceptation propre à chaque type de clientèle et produit.

Système décisionnel

WAFASALAF dispose d'un système décisionnel analytique intègre consolidant toute leur expertise en matière d'appréciation de risque qui intègre quatre composantes décisionnelles à savoir :

- grille de score par produit ;
- interprétation de ratios de solvabilité et score crédit bureau ;
- historique de paiement ;
- règle d'acceptation.

Gouvernance

Plusieurs instances de gouvernance sont instaurées pour piloter le risque crédit ainsi que pour définir des nouvelles stratégies des risques.

Dispositif de surveillance des risques

La maîtrise des risques se base sur la gestion préventive qui consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés, dans ce cadre le pôle crédit est amené à :

- veiller sur l'application de la politique de crédit en examinant les dossiers enregistrant des incidents ;
- détecter les lacunes d'appréciation afin de tirer des conclusions et mettre en place le plan adéquat ;
- suivre en détail la qualité de l'acceptation effectuée par l'ensemble des intervenants.

2 • Risque financier

2.1 Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est lié aux activités d'intermédiation bancaire de par la transformation des ressources à court terme en emplois à moyen et long terme. Ainsi, toute évolution défavorable des taux d'intérêt peut détériorer la rentabilité d'un établissement de crédit, voire, constituer une menace substantielle pour ses fonds propres lorsque son amplitude dépasse certaines limites.

Le dispositif mis en place au niveau de WAFASALAF pour gérer le risque de taux consiste à :

- évaluer l'impact d'une évolution défavorable des taux d'intérêt sur sa situation financière ;
- analyser la structure de refinancement de la société et le risque éventuel de taux d'intérêt ;
- envisager des scénarios de crise, notamment des variations extrêmes des taux d'intérêt et des positions sensibles au taux, et mesurer leur impact sur le résultat et les fonds propres ;
- suivre et analyser le ratio de surface (couverture des emplois par les emprunts).

Le suivi de ce risque est assuré trimestriellement par le comité ALM.

2.2 Risque de liquidité « Gestion Actif/Passif »

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leurs échéances. Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

- l'incapacité d'un établissement à se procurer les fonds nécessaires pour faire face à des obligations inattendues survenues à court terme ;
- le financement d'actifs à moyen et long terme par des passifs à court terme.

Le dispositif mis en place au niveau de WAFASALAF pour gérer le risque de liquidité consiste à :

- suivre les besoins de refinancement établis sur la base de la projection des encours et de production ;
- suivre la situation mensuelle de refinancements et de flux de trésorerie ;
- analyser les gaps de liquidité par maturité ;
- s'assurer périodiquement du respect des ratios réglementaires de liquidité.

Le risque de liquidité est suivi trimestriellement par le comité ALM en collaboration avec les experts AWB/CACF.

3 • Risque opérationnel et plan de continuité d'activité

3.1 Risque opérationnel

Il correspond au risque de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, du personnel, des systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Les sources majeures des risques opérationnels peuvent être liées aux :

- fraudes internes et externes ;
- pratiques inappropriées en matière d'emploi et de sécurité sur les lieux de travail ;
- pratiques inappropriées concernant les clients, les produits et l'activité commerciale ;
- dommages causés aux biens physiques ;
- interruptions d'activités et pannes de systèmes et aux exécutions des opérations ;
- processus.

Les mesures pour faire face aux risques opérationnels

La société a mis en place une structure de contrôle permettant de :

- identifier les risques opérationnels impactant les activités de l'établissement ;
- piloter le dispositif de collecte des incidents ;
- impacter la cartographie des risques ;
- renforcer ou mettre en place des contrôles visant à mieux couvrir les zones de risque nouvellement identifiées.

Les risques opérationnels sont évalués trimestriellement et présentés au niveau du comité d'audit et des risques, Ils donnent lieu à des plans de remédiation et de maîtrise des risques.

3.2 Plan de continuité d'activité PCA

Afin d'améliorer sa sécurité informatique, WAFASALAF a mis en place deux projets structurants depuis quelques années : un plan de continuité de l'activité et un plan de secours informatique. Ces deux plans sont testés régulièrement et suivis par des plans d'action.

WAFASALAF a également élaboré une charte de sécurité visant à sensibiliser et former son personnel aux règles de sécurité et a mis en place un dispositif de contrôle permanent des accès et des habilitations systèmes qui porte sur la vérification de la pertinence des droits octroyés, ainsi que la formalisation des politiques de sécurité de gestion des accès et des mots de passe.

WAFASALAF diligente régulièrement des missions d'audit externe par des cabinets experts sur les risques liés à la sécurité de son système d'information.

3.3 Dispositif d'Appétence et Stratégie Risques

WAFASALAF a mis en place un dispositif d'appétence et stratégie risque basé sur des limites. Ce dispositif est revu annuellement et validé par le comité d'audit et des risques. Il repose sur les risques liés au volet financier (solvabilité, rentabilité,...), risque de crédit (coût du risque,...), risque SSI, risque opérationnel, risque de non-conformité (protection client,...).

Il est piloté mensuellement sur le respect des limites fixées à chaque métier. Tout dépassement de limite remonte aux lignes risques actionnaires avec un plan d'action établi par le métier à l'origine du dépassement.

3.4 Risque de non conformité

Le risque de non-conformité est le risque encouru suite au non-respect des lois, des réglementations, des codes de bonne conduite et des normes de bonnes pratiques applicables.

WAFASALAF poursuit régulièrement son adaptation à l'évolution du cadre légal et réglementaire des métiers de financement (mesures fiscales de la loi de Finances, mesures de Bank Al-Maghrib, etc.).



COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2023

BILAN AU 31/12/2023

EN KDHS

ACTIF	31/12/2023	31/12/2022
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1106	1503
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	134 577	451 590
À vue	116 554	431 300
À terme	18 023	20 291
Créances sur la clientèle	9 740 216	9 420 764
Crédits de trésorerie et à la consommation	9 514 107	9 172 846
Crédits à l'équipement		
Crédits immobiliers	315	583
Autres crédits	225 795	247 334
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	-	-
Bons du Trésor et assimilés		
Autres titres de créance		
Titres de propriété		
Autres actifs	413 916	334 568
Titres d'investissement	26 301	26 301
Bons du Trésor et assimilés		
Autres titres de créance	26 301	26 301
Titres de participation, participations dans les entreprises liées et emplois assimilés	451	451
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location	7 295 904	6 501 708
Immobilisations incorporelles	242 556	228 110
Immobilisations corporelles	40 731	40 266
Total de l'Actif	17 895 759	17 005 261

BILAN AU 31/12/2023

EN KDHS

PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 893 080	4 938 268
À vue	151 134	101 330
À terme	4 741 946	4 836 938
Dépôts de la clientèle	3 523 254	3 269 655
Comptes à vue créditeurs		
Comptes d'épargne		
Dépôts à terme		
Autres comptes créditeurs	3 523 254	3 269 655
Titres de créance émis	5 660 939	5 266 355
Titres de créance négociables	5 660 939	5 266 355
Emprunts obligataires		
Autres titres émis		
Autres passifs	1 245 142	1 171 251
Provisions pour risques et charges	74 887	75 664
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	757 330	506 242
Écart de réévaluation		
Primes liées au capital et réserves	1 357 612	1 327 612
Capital souscrit	113 180	113 180
moins capital non versé		
Report à nouveau (+/-)	7 028	4 119
Résultat net en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	263 306	332 914
Total du Passif	17 895 759	17 005 261

LES ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31/12/2023

EN KDHS

HORS BILAN	31/12/2023	31/12/2022
Engagements donnés	303 928	309 792
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	303 928	309 792
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle		
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer		
Engagements reçus	2 198 000	1 648 000
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	2 198 000	1 648 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

EN KDHS

	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 130 273	2 978 400
Intérêts et produits assimilés des opérations avec les établissements de crédits	153	143
Intérêts et produits assimilés des opérations avec la clientèle	881 059	848 719
Intérêts et produits assimilés des titres de créance	25 547	44 435
Produits des titres de propriété	54 945	49 933
Produits des immobilisations en crédit-bail et en location	1 806 384	1 663 880
Commissions sur prestations de service	360 477	370 717
Autres produits bancaires	1 709	572
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 939 777	1 799 310
Intérêts et charges assimilés des opérations avec les établissements de crédits	189 203	130 971
Intérêts et charges assimilés des opérations avec la clientèle		
Intérêts et charges assimilés des titres de créance émis	163 916	175 737
Charges des immobilisations en crédit-bail et en location	1 568 144	1 473 463
Autres charges bancaires	18 515	19 138
PRODUITS NET BANCAIRE	1 190 496	1 179 090
PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	28 967	23 725
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	573 550	554 473
Charges de personnel	239 163	229 340
Impôts et taxes	11 145	9 628
Charges externes	292 473	288 648
Autres charges d'exploitation	72	59
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	30 697	26 797
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCUPÉRABLES	655 934	680 472
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	486 766	521 778
Pertes sur créances irrécupérables	144 508	131 660
Autres dotations aux provisions	24 660	27 035
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	408 871	498 978
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	366 499	361 336
Récupérations sur créances amorties	16 935	18 700
Autres reprises de provisions	25 437	118 942
RÉSULTAT COURANT	398 849	466 849
PRODUITS NON COURANTS	25 037	4 836
CHARGES NON COURANTS	23 352	16 085
RÉSULTAT NON COURANT	1 685	-11 249
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	400 534	455 600
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	137 228	122 686
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	263 306	332 914

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2023 AU 31/12/2023

I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS

EN KDHS

	31/12/2023	31/12/2022
+ Intérêts et produits assimilés	906 759	893 297
- Intérêts et charges assimilés	353 118	306 708
Marge sur intérêts	553 640	586 589
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 806 384	1 663 880
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	1 568 144	1 473 463
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	238 240	190 417
+ Commissions perçues	360 477	370 717
- Commissions servies	18 515	19 138
Marge sur commissions de prestations de service	341 962	351 579
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	1 709	572
+ Résultat des opérations sur titres de placement		
+ Résultat des opérations de change		
+ Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché	1 709	572
+ Divers autres produits bancaires	54 945	49 933
- Diverses autres charges bancaires		
PRODUIT NET BANCAIRE	1 190 496	1 179 090
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	28 967	23 725
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	-
- Charges générales d'exploitation	573 550	554 473
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	645 913	648 343
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	247 841	273 401
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-777	-91 907
RÉSULTAT COURANT	398 849	466 849
RÉSULTAT NON COURANT	1 685	-11 249
- Impôts sur les résultats	137 228	122 686
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	263 306	332 914

II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

EN KDHS

	31/12/2023	31/12/2022
+ RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	263 306	332 914
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	30 697	26 797
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	10 918	23 136
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions	23 136	105 832
- Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
- Plus-values de cession des immobilisations financières		
+ Moins-values de cession des immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	281 785	277 015
- Bénéfices distribués	300 005	300 005
+ AUTOFINANCEMENT	-18 220	-22 990



TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31/12/2023

EN KDHS

	31/12/2023	31/12/2022
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Produits sur opérations bancaires perçus	3 075 328	2 928 467
Récupérations sur créances amorties	16 935	18 700
Produits divers d'exploitation perçus	420 502	389 897
Charges sur opérations bancaires versées	-1 939 777	-1 799 310
Charges diverses d'exploitation payées	-654 627	-669 522
Charges générales d'exploitation payées	573 550	-554 473
Impôts sur les résultats payés	-137 228	-122 686
Flux de trésorerie net provenant du compte de produits et charges	207 584	191 074
Variation des actifs d'exploitation		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés (hors liquidités)	317 013	-20 705
Créances sur la clientèle	-319 452	-33 212
Titres de transaction et de placement (hors liquidités)		
Autres actifs	-79 348	72 712
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-794 197	-394 391
Variation des passifs d'exploitation		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-45 188	1 323 164
Dépôts de la clientèle	253 600	200 402
Titres de créance émis	394 584	-981 096
Autres passifs	73 891	-116 160
SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-199 098	50 715
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	8 486	241 788
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Produit des cessions d'immobilisations financières		
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Acquisition d'immobilisations financières		
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-14 911	-6 397
Intérêts reçus		
Dividendes reçus	54 945	49 933
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	40 034	56 037
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Subventions, fonds publics reçus		
Fonds spéciaux de garantie reçus		
ÉMISSION D'EMPRUNTS ET DE TITRES SUBORDONNÉS	251 088	200
ÉMISSION D'ACTION		
Remboursement des capitaux propres et assimilés		
Intérêts versés		
Dividendes versés	-300 005	-300 005
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-48 917	-299 805
VARIATION NETTE DES LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS	-398	-1 979
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS À L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 503	3 483
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	1 106	1 503

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31/12/2023

EN KDHS

CRÉANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
- Crédits de trésorerie						
- Comptes à vue débiteurs						
- Créances commerciales sur le Maroc						
- Crédits à l'exportation						
- Autres crédits de trésorerie						
CRÉDITS À LA CONSOMMATION				9 480 990	9 480 990	9 144 786
CRÉDITS À L'ÉQUIPEMENT						
CRÉDITS IMMOBILIERS				315	315	583
AUTRES CRÉDITS				3	3	3
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE						
INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR				33 117	33 117	28 060
CRÉANCES EN SOUFFRANCE(*)				225 792	225 792	251 309
- Créances pré-douteuses				171 956	171 956	186 861
- Créances douteuses				51 788	51 788	59 287
- Créances compromises				2 047	2 047	5 162
TOTAL				9 740 216	9 740 216	9 424 742

Commentaires: (*) Nettes des provisions & des agios réservés

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 31/12/2023 (milliers MAD)

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
WAFSA COMMUNICATION	COMMUNICATION	3 000	5,00%	150	150				
WAFSA SYSTEME DATA	FACILITE MANAGEMENT	1 500	0,07%	1	1				
THEMIS COURTAGE	COURTAGE EN ASSURANCE	300	100,00%	300	300	31/12/2023	64 862	63 485	97 335
				451	451		64 862	63 485	97 335

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE AU 31/12/2023 (milliers MAD)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	9 979 232	3 371 969	2 404 220	10 946 980	1 506 792	3 345 420	68 342	46 485	305 656	7 295 904
CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CRÉDIT-BAIL MOBILIER	9 803 357	3 328 367	2 404 213	10 727 510	1 506 792	3 345 420	48 054	33 843	167 852	7 214 239
Crédit-bail mobilier en cours										
Crédit-bail mobilier loué	9 210 277	3 250 173	2 404 213	10 056 237	1 472 924	2 841 998				7 214 239
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	593 080	78 194		671 274	33 868	503 422	48 054	33 843	167 852	
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER										
Crédit-bail immobilier en cours										
Crédit-bail immobilier loué										
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURÉS										
LOYERS IMPAYÉS	10 100		7	10 092	0	0	0	0	0	10 092
LOYERS EN SOUFFRANCE	165 776	43 602		209 378			20 288	12 642	137 805	71 573
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS À RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURÉS										
LOYERS IMPAYÉS										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	9 979 232	3 371 969	2 404 220	10 946 980	1 506 792	3 345 420	68 342	46 485	305 656	7 295 904

DETTE ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 31/12/2023

en milliers de DH

DETTE	Établissements de crédit et assimilés au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2023	Total 31/12/2022
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS		151 134			151 134	101 330
DONNÉES EN PENSION						
- au jour le jour						
- à terme						
EMPRUNTS DE TRÉSORERIE		0			0	250 000
- au jour le jour						
- à terme		0			0	250 000
EMPRUNTS FINANCIERS		4 700 000			4 700 000	4 550 000
AUTRES DETTES						
INTÉRÊTS COURUS À PAYER		41 946			41 946	36 938
TOTAL		4 893 080			4 893 080	4 938 268

PROVISIONS AU 31/12/2023

(milliers MAD)

PROVISIONS	Encours 31/12/2022	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2023
PROVISIONS, DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR:	2 045 402	486 766	366 499	-	2 165 669
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	1 978 660	466 478	353 857	-7 389	2 083 892
Titres de placement					
Titres de participation et emplois assimilés					
Immobilisations en crédit-bail et en location	66 742	20 288	12 642	7 389	81 777
Autres actifs					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	75 664	24 660	25 437	-	74 887
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature					
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	23 136	10 918	23 136		10 918
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	52 528	13 742	2 301		63 969
Provisions réglementées					
TOTAL GÉNÉRAL	2 121 066	511 426	391 936	-	2 240 556

- Une mission de contrôle menée par la CNSS, portant sur les exercices 2019, 2020, 2021 et 2022 est actuellement au sein de WAFASALAF. Le risque social encouru est suffisamment provisionné dans les comptes arrêtés au 31/12/2023.
 - Dotation aux provisions de MMAD 10,9 pour inflation.
 - Dotations aux provisions de MMAD 12,5 pour le séisme Haouz.
 - Reprise de provisions de MMAD 23 pour inflation constatée en 2022.

ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 31/12/2023

INDICATIONS DES DÉROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DÉROGATIONS	INFLUENCE DES DÉROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de Synthèse		

NÉANT

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSION OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS AU 31/12/2023

en milliers de DH

DATE DE CESSION OU RETRAIT	COMPTE PRINCIPAL	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS CUMULÉS	VALEUR NETTE AMORTISSEMENT	PRODUIT DE CESSION	PLUS VALUES	MOINS VALUES
jan-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	139 331	75 760	63 571	63 097	1 022	1 496
fév-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	169 336	95 790	73 546	73 000	832	1 378
mar-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	164 140	92 229	71 911	71 757	998	1 151
avr-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	131 118	75 197	55 921	56 091	940	769
mai-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	151 543	84 316	67 227	67 207	1 351	1 371
jui-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	133 560	76 245	57 316	57 817	1 310	809
juil-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	483 042	287 706	195 336	195 726	1 456	1 066
août-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	123 508	71 644	51 864	52 168	1 166	863
sept-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	112 926	63 774	49 152	49 373	1 100	879
oct-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	124 049	70 829	53 221	53 588	1 661	1 294
nov-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	143 821	84 261	59 560	60 050	1 576	1 086
déc-23	MATERIEL DE TRANSPORT LEASING	449 403	292 764	156 638	156 406	2 027	2 260
		2 325 776	1 370 514	955 262	956 280	15 439	14 421

MARGE D'INTÉRÊT AU 31/12/2023

(milliers MAD)

MARGE D'INTÉRÊT	31/12/2023	31/12/2022
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit (a)	153	143
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit (b)	189 203	130 971
=Marge d'intérêts sur opérations avec les établissements de crédit (1)	-189 050	-130 828
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle (a)	881 059	848 719
- Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle (b)		
=Marge d'intérêts sur opérations avec la clientèle (2)	881 059	848 719
+ Intérêts et produits assimilés sur titres de créance (a)	25 547	44 435
- Intérêts et charges assimilées sur titres de créance (b)	163 916	175 737
=Marge d'intérêts sur titres de créance (3)	-138 369	-131 302
MARGE D'INTÉRÊT = (1)+(2)+(3)	553 640	586 589
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de location (a)	1 806 384	1 663 880
- Charges sur opérations de crédit-bail et de location (b)	1 568 144	1 473 463
=Marge sur opérations de crédit-bail et de location (4)	238 240	190 417
MARGE TOTALE D'INTÉRÊT = (1)+(2)+(3)+(4)	791 880	777 006

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2023

RUBRIQUE	31/12/2023	31/12/2022	COMMENTAIRE
Charges de personnel	239 163	229 340	
Salaires et appointements	121 762	113 117	
Primes et Gratifications	54 307	57 373	
Autres rémunérations du personnel			
Charges d'assurances sociales	32 019	31 245	
Charges de retraite	11 808	11 899	
Charges de formation	617	1 069	
Autres charges de personnel	18 649	14 638	
Impôts et taxes	11 145	9 628	
Taxe urbaine et taxe d'édilité	1 634	1 155	
Patente	9 082	8 122	
Taxes locales	408	317	
Droits d'enregistrement	10	14	
Timbres fiscaux et formules timbrées	11	20	
Taxes sur les véhicules			
Autres impôts et taxes, droits assimilés			
Charges externe	211 676	201 723	
Loyers de crédit-bail			
Loyers de location simple	32 344	29 004	
Frais d'entretien et de réparation	35 216	36 651	
Rémunération du personnel intérimaire	8 821	8 507	
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	133 656	125 945	
Primes d'assurance	239	208	
Frais d'actes et de contentieux			
Frais d'électricité, eau, chauffage et combustible	1 400	1 409	
Autres charges extérieurs	80 797	86 925	
Transport et déplacement	9 348	8 429	
Mission et réception	1 659	1 154	
Publicité, publication et relations publiques	24 710	31 622	
Frais postaux & de télécommunication	19 452	21 099	
Frais de recherche et de documentation	14 160	11 122	
Frais de conseil et d'assemblée	620	620	
Dons et cotisations	836	828	
Fournitures de bureau et imprimés	1 734	1 710	
Autres charges externes	8 277	10 341	
Autres charges d'exploitation	72	59	
Frais préliminaires			
Frais d'acquisition d'immobilisation			
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices			
Pénalités et délits			
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats			
Dons libéralités et lots			
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées			
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	72	59	
Diverses autres charges générales d'exploitation			
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	30 697	26 797	
Immobilisations incorporelles d'exploitation	21 606	17 620	
Immobilisations incorporelles hors exploitation			
Immobilisations corporelles d'exploitation	9 091	9 177	
Immobilisations corporelles hors exploitation			
Prov p/immobilisations incorporelles d'exploitation			
Prov p/immobilisations incorporelles hors exploitation			
Prov p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation			
Prov p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation			
Commentaires:			

COMMISSIONS REÇUES ET VERSÉES AU 31/12/2023

(milliers MAD)

RUBRIQUE	COMMISSIONS 31/12/2023		COMMISSIONS 31/12/2022		COMMENTAIRE
	E CRÉDIT	CLIENTÈLE	E CRÉDIT	CLIENTÈLE	
COMMISSIONS REÇUES	211 006	149 471	212 161	158 556	
Commissions sur fonctionnement de compte					
Commissions sur moyens de paiement					
Commissions sur opérations de titres					
Commissions sur titres en gestion/en dépôt					
Commissions sur prestations de service sur crédit		149 166		15 702	
Produits sur activités de conseil et d'assistance					
Autres produits sur prestations de service	211 006	306	212 161	854	
Commissions sur moyens de paiement					
Commissions de placement sur le marché primaire					
Commissions de garantie sur le marché primaire					
Commissions sur produits dérivés					
Commissions sur opérations de change virement					
Commissions sur opérations de change billet					
COMMISSIONS VERSÉES	18 515		19 094		
Charges sur moyens de paiement	13 761		16 788		
Commissions sur achat et vente de titres					
Commissions sur droits de garde de titres	4 754		2 306		
Commissions et courtages sur opérations de marché					
Commissions sur engagements sur titres					
Commissions sur produits dérivés					
Commissions sur opérations de change virement					
Commissions sur opérations de change billets					

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ AU 31/12/2023

(milliers MAD)

RUBRIQUE	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
PRODUITS SUR ENGAGEMENT SUR TITRES		
COMMISSIONS DE PLACEMENT SUR LE MARCHÉ PRIMAIRE		
COMMISSIONS DE GARANTIE SUR LE MARCHÉ PRIMAIRE		
GAINS SUR ENGAGEMENTS SUR TITRES		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
AUTRES CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICE		
COMMISSIONS SUR ACHATS ET VENTES DE TITRES		
COMMISSIONS SUR DROITS DE GARDE DE TITRES		
COMMISSIONS ET COURTAGES SUR OPÉRATIONS DE MARCHÉ		
AUTRES CHARGES SUR OPÉRATIONS SUR TITRES		
PRODUIT NET BANCAIRE		

NEANT

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2023

(milliers MAD)

RUBRIQUE	31/12/2023	31/12/2022	COMMENTAIRE
Autres produits bancaires	25 547	44 435	
Divers autres produits bancaires	25 547	44 435	
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun			
Produits des exercices antérieurs			
Divers autres produits bancaires	25 547	44 435	
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement			
Autres charges bancaires	18 515	19 094	
Charges sur titres de propriété			
Frais d'émission des emprunts			
Autres charges sur opérations sur titres	4 754	2 306	
Autres charges sur prestations de services			
Autres charges bancaires	13 761	16 788	
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires			
Cotisation au fonds de garantie des déposants			
Produits rétrocédés			
Charges des exercices antérieurs			
Divers autres charges bancaires	13 761	16 788	
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement			
Produits d'exploitation non bancaires	28 967	23 725	
Produits sur et emplois assimilés			
Plus-values de cession sur immobilisations financières			
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même			
Produits accessoires	28 967	23 725	
Subventions reçues			
Autres produits d'exploitation non bancaires			
Charges d'exploitation non bancaires			
Charges sur et emplois assimilés			
Moins-values de cession sur immobilisations financières			
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles			
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	486 766	521 778	
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés			
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	486 766	521 778	
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement			
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur immobilisées			
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrance			
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature			
Pertes sur créances irrécouvrables	144 508	131 660	
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	144 508	131 660	
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions			
Autres dotations aux provisions	24 660	27 035	
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières			
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	13 742	3 899	
Dotations aux provisions réglementées			
Dotations aux autres provisions	10 918	23 136	
Reprises de provisions pour créances en souffrance	366 499	361 336	
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements de crédit et assimilés			
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	366 499	361 336	
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement			
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur immobilisées			
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance			
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature			
Récupération sur créances amorties	16 935	18 700	
Autres reprises de provisions	25 437	118 942	
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières			
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles			
Reprises de provisions pour autres risques et charges	2 301	13 110	
Reprises de provisions réglementées			
Reprises de provisions	23 136	105 832	
Produits non courants	25 037	4 836	
Reprises non courantes des amortissements			
Reprises non courantes des provisions			
Autres produits non courants	25 037	4 836	
Charges non courantes			
Dotations non courantes aux amortissements			
Dotations non courantes aux provisions			
Autres charges non courantes	23 352	16 085	

Commentaires :

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 31/12/2023

(milliers MAD)

I DETERMINATION DU RÉSULTAT	MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	398 849
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	25 015
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	80 382
Résultat courant théoriquement imposable (=)	343 482
Impôt théorique sur résultat courant (-)	129 664
Résultat courant après impôts (=)	269 185

II INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES

NÉANT

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE AU 31/12/2023

(milliers MAD)

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A TVA collectée	150 763	694 942	702 444	143 260
B TVA à récupérer	105 810	405 552	359 249	152 113
Sur charges	18 317	81 837	72 181	27 972
Sur immobilisations	87 493	323 715	287 068	124 141
C TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	44 952	289 390	343 195	-8 853

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2023

(milliers MAD)

Montant du capital en actions		1132		
Valeur nominale des titres		100 DH		
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Montant
		Exercice précédent	Exercice actuel	
ATTIJARIFAWA BANK	2 Bd MOULAYOUSSEF Casa	576	576	57 619
Crédit Agricole Consommation Finance (CACF)	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	555	555	55 458
M. Ahmed Ismail DOURI	10, lot Dawliz avenue de Nice Casablanca	0,01	0,01	1
M. Rachid KETTANI	2 Bd MOULAYOUSSEF Casa	0,01	0,01	1
M.Mohamed EI KETTANI	2 Bd MOULAYOUSSEF Casa	0,01	0,01	1
M.Hassan BERTAL	2 Bd MOULAYOUSSEF Casa	0,01	0,01	1
M. Stéphane PRIAMI	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,001	0,1
M. Gilbert RANOUX	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,001	0,1
M.Rija RAJOELIARIVONY	91038,rue du bois sauvage Evry Cedex, Paris, France	0,001	0,001	0,1
Divers petits porteurs	Diverses adresses	0,987	0,987	98,7
Total		1132	1132	113 180

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31/12/2023

I. DATATION

. Date de clôture (1) 31/12/2023

. Date d'établissement des états de synthèse (2) 15/01/2024

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ÈRE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Dates	Indications des événements
	. Favorables : . Défavorables :

NÉANT

EFFECTIFS AU 31/12/2023

EFFECTIFS	31/12/2023	31/12/2022
Effectifs rémunérés	910	902
Effectifs utilisés	910	902
Effectifs équivalent plein temps		
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	430	392
Employés (équivalent plein temps)	480	510
dont effectifs employés à l'étranger		

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS AU 31/12/2023

(milliers MAD)

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
Titres dont l'établissement est dépositaire				
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire				
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

NÉANT

RÉSEAU AU 31/12/2023

(milliers MAD)

RÉSEAU	31/12/2023	31/12/2022
Guichets permanents (AGENCES & BUREAUX)	44	44
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

COMPTES DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2023

COMPTES	31/12/2023	31/12/2022
Comptes courants		
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques		
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme		
Bons de caisse		
Autres comptes de dépôts	3 523 254	3 269 655

TITRES DE CRÉANCES ÉMIS AU 31/12/2023

(milliers MAD)

NATURE DES TITRES	MONTANT	TAUX	DURÉE EN MOIS	CONDITIONS DE REMBOURSEMENT	dont autres apparentés	
					2023	2022
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200.000	3,15%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	100.000	3,13%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	300.000	3,02%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200.000	3,04%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	150.000	2,88%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	300.000	2,92%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	400.000	3,08%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	100.000	3,05%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	100.000	2,54%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	150.000	2,59%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	190.000	2,55%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200.000	2,41%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200.000	2,45%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200.000	2,49%	60	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	100.000	2,16%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	150.000	2,15%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	250.000	2,18%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200.000	2,45%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	300.000	2,86%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	250.000	3,91%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	100.000	4,15%	36	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	340.000	3,82%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	200.000	4,04%	36	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	150.000	4,20%	48	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	350.000	3,76%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
BONS DE SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT	400.000	3,75%	24	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNÉ	167.000	3,95%	84	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNÉ	83.000	4,03%	84	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNÉ	167.000	3,45%	84	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNÉ	83.000	4,05%	84	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNÉ	203.200	4,39%	84	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNÉ	46.800	3,68%	84	REGLEMENT INTERETS ANNUEL & CAPITAL INFINE		
TOTAL	6.330.000					

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE AU 31/12/2023

en milliers de DH

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubrique de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et assimilées		NÉANT	
Autres titres			
Hypothèques			
Autres et sûretés réelles			
TOTAL			
VALEURS ET SÛRETÉS DONNÉES EN GARANTIE	Valeur comptable nette	Rubrique du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du trésor et assimilées		NÉANT	
Autres titres			
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL			

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2023 en milliers de DH

IMMOBILISATIONS	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	519 283	36 147	- 555 430	291 148	21 606		- 312 849	242 556	
Droit au bail	144 395			144 395				144 370	
Immobilisations en recherche et développement	10 361	2 117		12 479				12 479	
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	364 527	34 030		398 557	291 148	21 606		85 708	
Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 500 038	9 555	- 359 593	3 09 772	9 091		- 318 862	40 731	
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	25 144	-	- 25 144	20 357	423		- 20 780	4 365	
Terrain d'exploitation	1 043			1 043				1 043	
Immeubles d'exploitation Bureaux	24 101			24 101	20 357	423		3 322	
Immeubles d'exploitation Logements de fonction									
MOBILIER ET MATÉRIEL D'EXPLOITATION	159 580	4 030	- 163 610	145 750	5 114		- 150 864	12 746	
Mobilier de bureau d'exploitation	33 766	1 137		34 902	28 232	1 033		5 636	
Matériel de bureau d'exploitation	7 350			7 350	7 326			24	
Matériel Informatique & télécom	117 358	2 894		120 252	109 105	4 075		7 072	
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	1 106			1 106	1 087	6		14	
Autres matériels d'exploitation									
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	161 980	5 437	- 167 417	143 665	3 554		- 147 219	20 198	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	3 334	88	- 3 422	3 422				3 422	
Terrains hors exploitation									
Immeubles hors exploitation	1 817			1 817				1 817	
Mobilier et matériel hors exploitation	916	88		1 005				1 005	
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	601			601				601	
TOTAL	869 321	45 703	- 915 024	600 920	30 697		- 631 711	283 287	

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES AU 31/12/2023

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT	
I- ACTIF IMMOBILISE - A - EVALUATION A L'ENTREE	
NATURE	DESCRIPTION
1- Immobilisations données en crédit-bail	La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.
2- Immobilisations en non	La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.
3- Immobilisations incorporelles	La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation.
4- Immobilisations corporelles	Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.
5- Immobilisations financières	Sont portées dans ce poste de bilan, les sommes payées pour l'acquisition des titres de participation, ainsi que pour les dépôts et cautionnements.
I- ACTIF IMMOBILISE - B - CORRECTIONS DE	
NATURE	DESCRIPTION
1- Méthodes d'amortissements	Les méthodes d'amortissement pratiquées sont les méthodes prévues par les règles fiscales en vigueur pour chaque catégorie d'immobilisation
2- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
II- ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie) - A - EVALUATION A L'ENTREE	
NATURE	DESCRIPTION
1- Stocks	La méthode d'évaluation du Stock à la fin d'exercice est la méthode du premier entré, premier sorti (FIFO).
2- Créances	Les créances sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement en application de la circulaire n°19/03/2002 de BANK AL MAGHRIB (*).
3- Titres et valeurs de placement	Les titres et valeurs de placement sont estimés à la date de clôture au cours de la valeur à la date de fin d'exercice.
II- ACTIF CIRCULANT (Hors trésorerie) - B - CORRECTIONS DE	
NATURE	DESCRIPTION
1- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
2- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
III- FINANCEMENT PERMANENT	
NATURE	DESCRIPTION
1- Méthodes de réévaluation	Les capitaux propres et dettes de financement sont inscrites à leur valeur nominale.
2- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.
3- Dettes de financement permanent	Les dettes de financement sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal.
4- Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges	Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.
5- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
IV- PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)	
NATURE	DESCRIPTION
1- Dettes du passif circulant	Les dettes du passif circulant sont inscrites pour leur montant nominal.
2- Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges	Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice.
3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif	Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture.
V- TRÉSORERIE	
NATURE	DESCRIPTION
1- Trésorerie - Actif	La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.
2- Trésorerie - Passif	La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement. La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires.
3- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation	Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

(*) Créances en souffrance sur la clientèle

A- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit: souffrances sont, selon le degré de risque, classées en créances pré douteuses, douteuses ou compromises. Les créances en souffrances sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de: 20% pour les créances pré douteuses; 50% pour les créances douteuses; 100% pour les créances compromises. Les provisions affectées relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

B- Dès que le déclassement des créances en souffrance, les intérêts sur créances ne sont plus décomptés et comptabilisés, ils sont constatés en produits à leur encaissement.

C- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupération des créances en souffrance sont jugées nulles.

D- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrances ont connus une évolution favorable: remboursement effectifs (total ou partiel) de la créance ou une restructuration de la créance avec un remboursement partiel de la créance.



Building a better working world
37, Bd Abdellatif Ben Kaddour
20 050 Casablanca
Maroc



7 Boulevard Driss Slaoui
Casablanca
Maroc

WAFASALAF

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION PROVISoire DES COMPTES SOCIAUX AU 31 DECEMBRE 2023

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de la société WAFASALAF comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état de solde de gestion, le tableau des flux de trésorerie et une sélection des états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 2.498.456 dont un bénéfice net de KMAD 263.306, relève de la responsabilité des organes de gouvernance de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation provisoire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de WAFASALAF arrêtés au 31 décembre 2023, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'état des provisions B14 qui fait mention du contrôle de la CNSS dont fait l'objet la société.

Casablanca, le 14 mars 2024

Les Commissaires aux Comptes



Abdeslam BERRADA ALLAM
Associé



Faïçal MEKOUAR
Associé

